

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE
CS 71354
68100 Mulhouse

Mulhouse, le 01/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FIBERWEB FRANCE SAS

ZI EST
B.P. 208
68600 Biesheim

Références : 0006702036_2024_06_17_Fiberweb_VIIC_GPI
Code AIOT : 0006702036

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/06/2024 dans l'établissement FIBERWEB FRANCE SAS implanté ZI EST 68600 Biesheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FIBERWEB FRANCE SAS
- ZI EST 68600 Biesheim
- Code AIOT : 0006702036
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Fiberweb est spécialisé dans la fabrication de non tissé.

Thèmes de l'inspection :

- Action nationale prévention de la perte de granulés plastiques industriels

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|---|--|-----------------------|
| 1 | Présence d'équipements | Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361 | Mise en demeure, déchets | 6 mois |
| 2 | Procédures de prévention de dispersion de granulés de | Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362 | Mise en demeure, déchets | 6 mois |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|---|--|-----------------------|
| | plastiques | | | |
| 3 | Audits des procédures par un organisme accrédité | Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364 | Mise en demeure, déchets | 6 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site dispose d'environ 282 tonnes de granulés plastiques.

L'inspection a permis de constater que l'exploitant est non-conforme par rapport aux points contrôlés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Présence d'équipements

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361 |
| Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI) |
| Prescription contrôlée : Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. |
| Constats : 3 zones de stockage de granulés sont présentes sur le site : <ul style="list-style-type: none"> • Zone de 6 silos pour la Tour 1 : l'inspection a constaté la présence d'un aspirateur dans un des 6 silos qui sont situés à proximité de l'accueil des livreurs. Du matériel de récupération est disponible à cet endroit. Un avaloir situé à proximité de cette zone est équipé d'un panier grillagé adapté à la granulométrie des granulés. • Zone de 5 silos : présence de matériel de récupération mais l'avaloir n'est pas protégé. • Zone de sacs dans le magasin expéditions : présence d'un caniveau dont l'exploitant n'a pas été en mesure de préciser son exutoire. Ce caniveau n'est pas protégé. <p>La zone d'alimentation en granulés de la tour 1 située à l'intérieur des bâtiments est également susceptible d'être à risques pour la perte des granulés. Pour cette zone, l'inspection n'a pas constaté la présence d'avaloir à proximité. D'autre part, du matériel de récupération est disponible dans cette zone.</p> <p>En conclusion, il manque des dispositifs de prévention des rejets canalisés dans les 3 zones de stockage de granulés.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, déchets |
| Proposition de délais : 6 mois |

N° 2 : Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362 |
| Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI) |
| Prescription contrôlée : Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à : a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ; b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ; c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ; d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ; e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ; f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ; g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures. Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. |
| Constats : Par mail, l'exploitant a transmis une procédure "déversement accidentel de produits" Ce document non daté n'aborde pas la problématique de la perte des granulés plastiques. D'autre part, aucune procédure spécifique n'est mise en place. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 6 mois |

N° 3 : Audits des procédures par un organisme accrédité

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364 |
| Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI) |
| Prescription contrôlée : Pour l'application du II de l'article L. 541-15-11, on entend par " inspections régulières ", les audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362. Ces audits sont mis en œuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai de un an à compter de leur mise en œuvre, puis au moins tous les trois ans, sous la responsabilité de l'exploitant de chaque site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels, par un organisme certificateur qu'il choisit parmi ceux mentionnés à l'alinéa suivant. [...]L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit,[...] |
| Constats : L'audit réglementaire n'a pas été réalisé. |

| |
|---|
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 6 mois |